PARLONS FRAIS PROFESSIONNNELS!



C'EST QUOI?

« Charges de caractère spécial inhérentes à la fonction ou à l'emploi du travailleur, salarié ou assimilé, que celui-ci supporte au titre de l'accomplissement de ses missions » pour l'entreprise. (arrêté du 20 déc. 2002 modifié, art. 1er)

Une des principales sources de redressements par l'Urssaf.

<u>Principe jurisprudentiel</u>: l'employeur doit obligatoirement prendre en charge les frais engagés par le salarié pour les besoins de son activité professionnelle et dans l'intérêt de son employeur. Ces frais ne peuvent pas être imputés sur sa rémunération.

Transport

Repas

Télétravail

Hébergement

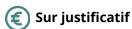
COMMENT REMBOURSER LES FRAIS?

L'employeur peut **choisir la forme** de dédommagement des frais professionnels. Son choix peut être différent d'un salarié à un autre et il peut également le modifier au cours d'une même année.

1 - REMBOURSEMENT DES DEPENSES REELLES OU PRISE EN CHARGE DIRECT PAR L'EMPLOYEUR

Frais réels 6 catégories remboursées uniquement au réel :

- √ télétravail, NTIC, déménagement
- ✓ mission temporaire ou mutés en France par des entreprises étrangères/salariés des entreprises françaises détachés à l'étranger qui continuent de relever du régime général
- ✓ **mobilité professionnelle** métropole / TOM et entre TOM
- √ remboursement chefs d'entreprise



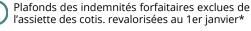


Possibilité que l'entreprise règle directement le fournisseur concerné = justificatif spécifique

2 - VERSEMENT D'ALLOCATIONS FORFAITAIRES

Allocation forfaitaire

- ✓ nourriture ✓ logement ✓ télétravail (tolérance) ✓ NTIC (tolérance)
- ✓ frais liés à l'utilisation à titre pro d'un véhicule personnel
- √ frais engagés dans le cadre de la mobilité pro à l'intérieur du territoire métropolitain





* https://www.urssaf.fr/accueil/employeur/beneficier-exonerations/frais-professionnels.html

especter

- la rémunération nette de frais du salarié reste chaque mois **au égale au Smic**, ou, s'il est + favorable, au salaire minimum conventionnel ;
- le montant de l'indemnité forfaitaire **ne doit pas être manifestement disproportionné** par rapport aux montants des frais engagés ;
- dépenses revêtant un caractère professionnel et allocations utilisées conformément à leur objet : justificatifs précis à produire à la demande de l'Administration;
- ne doit pas avoir la nature de salaire ;
- il ne doit pas y avoir un cumul de deux modes de remboursement.

3 - DÉDUCTION FORFAITAIRE SPÉCIFIQUE (DFS)

abattement sur l'assiette de calcul de certaines cotisations sociales

👉 concerne certaines professions (ouvriers BTP, VRP, journalistes,...) prévues à l'article 5 de l'annexe IV du CGI

assiette de calcul des cotisations : montant total des rémunérations brutes + indemnités versées au titre du remboursement des frais professionnels

déduction plafonnée à **7600 €** Option possible lorsqu'une convention collective ou un accord collectif du travail l'a explicitement prévue ou lorsque, par tout moyen, le CSE a donné leur accord. Ce droit d'option peut être révisé par l'entreprise en fin d'année. A défaut, il appartient à chaque salarié d'accepter ou non cette option.

La DFS est progressivement supprimée dans certains secteurs d'activité ou professions.

Lorsqu'il est justifié, le remboursement des frais professionnels n'entre pas dans l'assiette des cotisations de Sécurité sociale et de la CSG et CRDS.

POINTS DE VIGILANCE

Frais d'entreprise Frais pro depuis 2021 Ne pas oublier certaines prises en charge <u>obligatoire</u>

Frais pro

Avantages en nature

Vêtements de travail, EPI, etc

Repas d'affaires : tolérance d'1 repas d'affaires/semaine ou de 5 repas/mois au-delà nécessité professionnelle à justifier (salarié et dirigeants). Indemnités de repas : lorsque le salarié est en déplacement professionnel et empêché de regagner sa résidence ou son lieu habituel de travail et prend son repas au restaurant. Limite tolérée = minimum 5 kms de distance (vol d'oiseau).





Un esprit libre pour avancer